



**métropole**  
**ROUEN NORMANDIE**

Département Urbanisme et Habitat  
Direction de l'Aménagement et Grands Projets

Dossier suivi par : Vincent GONZALEZ  
vincent.gonzalez@metropole-rouen-normandie.fr  
Nos références : VG.ST.21 8238

Objet : Demande d'autorisation environnementale  
Avis sur remise en état du site en cas d'arrêt de l'activité

Monsieur Edouard MASSON  
Gérant  
PRESTO METAL  
13 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
76410 SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF

Rouen le 25 NOV. 2021

Copie : Ville de Saint-Aubin-lès-Elbeuf

LRAR : 1A 177 848 0734 3

Monsieur,

Par courrier du 24 septembre 2021, vous avez sollicité la Métropole Rouen Normandie dans le cadre de la constitution d'un dossier de demande d'autorisation environnementale au titre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E) pour l'exploitation d'un centre de tri de déchets métalliques et de collectes de batteries usagées sis 13 rue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Saint-Aubin-lès-Elbeuf.

Conformément aux dispositions de l'article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale doit comprendre « [...] l'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation ».

La remise en état des sites classés pour la protection de l'Environnement en cas de cessation des activités est encadrée par l'article L. 512-7-6 du Code de l'Environnement qui précise l'obligation pour l'exploitant de replacer « [...] son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ».

Les dispositions particulières relatives à cette obligation sont prévues par les articles R. 512-39-1, R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'Environnement.

A cet effet, vous proposez notamment de procéder aux mesures suivantes :

- l'évacuation des déchets dans le cadre des filières d'élimination ou de valorisation,
- le nettoyage, le démantèlement et l'évacuation des cuves de stockage et réservoirs conformément à la réglementation en vigueur,
- la réalisation d'une campagne d'analyse des sols afin d'identifier les éventuelles traces de pollution.

Par ailleurs, vous proposez de ne pas procéder au démantèlement et à la démolition des constructions dans l'hypothèse d'une reconversion du site compatible avec les usages prévus par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Au regard de ces dispositions, la Métropole Rouen Normandie donne un avis favorable à votre proposition de remise en état du site sous réserve de respect des dispositions des articles R. 512-39-1, R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du Code de l'Environnement, notamment en termes d'interdiction ou de limitation d'accès au site, et que les opérations de démantèlement et d'évacuation des déchets :

- ne portent pas atteinte à l'environnement,
- ne pénalisent pas les futures activités.

Les services de la Métropole Rouen Normandie restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par délégation,  
Le Vice-Président en charge de,  
L'Urbanisme et du Pôle de proximité Val-de-Seine,



Djoudé MERABET